Togo

En 2015, le Togo a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté un Code pénal révisé qui a alourdi les peines pour les infractions liées à la traite des êtres humains et a établi des peines pour les infractions liées aux pires formes de travail des enfants. De plus, la Commission nationale d'accueil et de réinsertion sociale des enfants victimes de la traite a approuvé officiellement un document de politique de protection portant sur le travail domestique des enfants et lancé des programmes pour aider les enfants vulnérables et améliorer l'accès à l'éducation. Toutefois, au Togo, des enfants sont impliqués dans le travail des enfants dans l'agriculture et dans les pires formes de travail des enfants, y compris dans le travail domestique forcé, résultant parfois de la traite des personnes. Le gouvernement n'a pas consacré suffisamment de ressources à la lutte contre le travail des enfants et l'application des lois sur le travail des enfants reste faible. De plus, les programmes sociaux de lutte contre les pires formes de travail des enfants ne correspondent pas à l'ampleur du problème et leur mise en œuvre incombe en grande partie à des ONG et des organisations internationales.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Togo, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que les activités ou emplois dangereux soient interdits à tous les enfants de moins de 18 ans.	2014 – 2015
Mise en application	Rendre accessibles au public des informations sur le système de formation des enquêteurs du travail et veiller à ce que les enquêteurs et les inspecteurs du travail reçoivent une formation au sujet des nouvelles lois portant sur le travail des enfants.	2009 – 2015
	Renforcer l'inspection du travail en autorisant les inspecteurs à imposer des sanctions.	2014 – 2015
	Rendre accessibles au public des informations indiquant si des inspections de routine et des inspections inopinées sont effectuées, et si les inspections de routine sont ciblées.	2015
	Rendre accessibles au public les statistiques concernant l'application des lois sur le travail des enfants, notamment le financement de l'inspection du travail, le nombre et le type d'inspections du travail effectuées, les infractions constatées, les sanctions imposées, les enquêtes pénales menées, les poursuites judiciaires lancées et les condamnations prononcées.	2010 – 2015
	Augmenter sensiblement le nombre des inspecteurs du travail chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants conformément à la recommandation de l'OIT.	2009 – 2015
	Établir un mécanisme pour tenir un registre de tous les appels reçus par la ligne d'assistance téléphonique gratuite de protection de l'enfant et suivre les affaires de travail des enfants pour leur prise en charge par les organismes d'application des lois ou les prestataires de services sociaux.	2014 – 2015

	Veiller à ce que les inspecteurs du travail et les responsables de l'application des lois aient les ressources nécessaires pour remplir leur mission, notamment l'accès à des moyens de transport sûrs et des copies des lois pertinentes sur le travail des enfants.	2009 – 2015
	Imposer les sanctions prévues par la loi pour les violations du droit du travail.	2014 – 2015
Coordination	Fournir aux organes de coordination des ressources suffisantes pour s'acquitter de leurs responsabilités de lutter contre le travail des enfants, y compris ses pires formes.	2009 – 2015
Politiques gouvernementales	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans le Plan sectoriel de l'éducation.	2013 – 2015
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation en éliminant les frais liés à la scolarité, en garantissant l'absence de violence sexuelle et physique dans les écoles, et en augmentant le nombre d'écoles et d'enseignants, surtout dans les zones rurales.	2010 – 2015
	Favoriser l'enregistrement des naissances, notamment par l'intermédiaire du plan national d'enregistrement des naissances au Togo, en éliminant les frais d'enregistrement des naissances, en établissant des bureaux supplémentaires de l'état civil dans les zones rurales et en apprenant aux familles l'importance de l'enregistrement des naissances.	2011 – 2015
	Veiller à ce que les programmes de protection sociale visant à lutter contre les pires formes de travail des enfants soient suffisants pour s'attaquer au problème dans son ensemble et favoriser la pérennité des projets.	2009 – 2015